

Les lettres d'actualité – États-Unis - Canada



Flash Agri

Zone Amérique du Nord
Mi-mai 2020 – #265

Par [Zachary Ammerman](#)

SOMMAIRE

FOCUS SUR

- COVID-19 : les viandes jugées « biens stratégiques » par le Président Trump
- Nouvelle stratégie américaine sur les produits de la mer et l'aquaculture en milieu marin

AGRICULTURE ET BIOMASSE

- Accès de l'agriculture américaine aux prêts horizontaux en réponse à la pandémie
- Controverses sur un plafonnement des aides directes pour pallier l'impact du COVID-19

COMMERCE INTERNATIONAL

- L'entrée en vigueur de l'AEUMC définitivement arrêtée au 1^{er} juillet
- Un accord de libre-échange entre États-Unis et Kenya est envisagé

SÉCURITÉ SANITAIRE ET PHYTOSANITAIRE

- Recommandations sur la supervision des produits carnés issus de cultures de cellules
- Réalisation pendant la pandémie de COVID-19 des inspections de la FDA

ALIMENTATION, QUALITÉ ET NUTRITION

- COVID-19 : l'USDA lance un appel d'offres pour les 3 Mds\$ d'aide alimentaire
- Souplesses sur la distribution de repas à l'école pour les plus démunis dans 24 États

EN BREF

SIGLIER

AEUMC – Accord États-Unis / Mexique / Canada, qui prend la suite de l'accord ALENA

DoC – Département du Commerce, en charge notamment de la protection commerciale

FA – Flash Agri

GAO – Organisme dépendant du Congrès, en charge de l'évaluation des programmes gouvernementaux

Md\$ / Mds\$ - Milliard(s) de dollars américains

NOAA - National Oceanic and Atmospheric Administration, en charge notamment des pêcheries et de l'aquaculture

SNAP - Supplemental Nutrition Assistance Program, principal programme d'aide alimentaire américain

USDA - Ministère de l'Agriculture américain

USTR - Représentant au Commerce

FOCUS SUR

COVID-19 : les viandes jugées « biens stratégiques » par le Président Trump

Avec l'amplification, constatée sur la seconde quinzaine d'avril, des fermetures totales ou partielles de sites d'abattage et de découpe de viande en raison de cas de COVID-19 parmi les employés (cf. [FA fin avr. 20](#)), la capacité d'abattage a chuté sur la période, atteignant fin avril 25 % de la capacité théorique américaine pour la viande porcine, d'au moins 10 % pour la viande bovine, les sites américains d'abattage et de découpe de viandes fonctionnant en moyenne à 60 % de capacité.

Ces alertes ont culminé par des encarts publicitaires publiés le 26 avril par Tyson Foods, l'une des trois principales entreprises d'abattage et de transformation de viande sur le sol américain, qui a insisté sur la fragilité de la chaîne agroalimentaire dans le secteur des viandes et pointé le risque pour l'approvisionnement du marché américain, plusieurs Gouverneurs d'Etat interpellant, dans la foulée, directement le Président Trump.

En réponse, le Président Trump a signé un [décret présidentiel](#) le 28 avril :

- déclarant les viandes bovine, porcine et de volaille « biens critiques et stratégiques » au sens du *Defense Protection Act*, loi adoptée en 1950 pendant la guerre de Corée, permettant notamment de forcer certaines entreprises à produire des « biens déclarés critiques et stratégiques pour la défense nationale » ;
- enjoignant ainsi les sites d'abattage et de découpe de ces produits à demeurer ouverts et à produire de manière à assurer un approvisionnement suffisant du marché américain ;
- confiant à l'USDA la responsabilité de mise en œuvre des actions nécessaires pour répondre à cet objectif.

Si cette mesure est accueillie favorablement par la filière d'abattage et de découpe de viande, mais aussi une grande partie des éleveurs impactés par la chute des cours et le risque de ne pouvoir trouver de débouché pour leurs animaux, d'autres, notamment des associations de défense des travailleurs, ont regretté que la protection des travailleurs sur le lieu de travail, qu'elles estiment défailante dans ces entreprises, ne soit pas jugée plus importante que le maintien d'activité. L'USDA a [annoncé](#) s'assurer de la protection de ces travailleurs dans le cadre de la mise en œuvre du décret présidentiel.

Nouvelle stratégie américaine sur les produits de la mer et l'aquaculture en milieu marin

Le 7 mai, le Président Trump a signé un [décret présidentiel](#), élaborant une nouvelle stratégie fédérale pour le développement économique de la filière des produits de la mer et aquacoles, en indiquant une feuille de route aux différentes administrations fédérales compétentes sur cette filière, notamment dans l'objectif de réduire la dépendance à l'import (85 % des produits de la mer consommés aux Etats-Unis étant importés).

Le décret comporte, en premier lieu, un volet de simplification réglementaire, par :

- un appel aux Comités régionaux de gestion des pêcheries de proposer des mesures conformes aux objectifs généraux de la politique américaine de la pêche et de la protection de l'environnement ;
- une accélération et une uniformisation des procédures d'autorisation environnementale, placées sous l'autorité de la NOAA ;
- l'élaboration d'ici juillet d'un cadre réglementaire sur l'octroi de permis d'activités d'aquaculture (poissons, fruits de mer...) au sein de la zone économique exclusive des Etats-Unis hors des eaux territoriales ;
- la détermination par les agences fédérales dans les six ans, au regard de la législation environnementale, de dix sites aptes à accueillir des projets d'aquaculture en milieu marin

Il prévoit également le réexamen rapide, puis à intervalle régulier, des plans stratégiques fédéraux sur cette filière : le [plan national de développement de l'aquaculture](#), et le [plan national de la santé des animaux aquatiques](#).

Il comporte en outre un volet de renforcement de la lutte contre la pêche illicite, non déclarée et non réglementée (INN), tant au plan interne par un approfondissement des mesures réglementaires en la matière, qu'à l'international (assistance technique...).

Enfin, il prévoit l'élaboration d'une stratégie sur le commerce international des produits de la mer, s'intéressant aux barrières aux échanges susceptibles d'impacter les produits américains, et les marchés potentiels pour ces derniers.

Les différentes filières de la pêche maritime et des produits de la mer ont salué ce texte.

AGRICULTURE ET BIOMASSE

Accès de l'agriculture américaine aux prêts horizontaux en réponse à la pandémie

Dans le cadre du troisième plan de soutien à l'économie voté mi-avril, le Congrès avait inclus une disposition indiquant explicitement l'éligibilité des agriculteurs aux mécanismes de prêts horizontaux prévus par le plan précédent (cf. [FA mars 20](#)), étant donné les difficultés alléguées tout le mois d'avril par la profession pour accéder à ces prêts.

Début mai, l'administration en charge de la gestion de ces dispositifs a [annoncé la réouverture](#) de l'accès à ces prêts (fermé quelques jours auparavant), au profit des seuls agriculteurs américains.

Controverses sur un plafonnement des aides directes pour pallier l'impact du COVID-19

Dans le cadre des 16 Mds\$ de paiements directs aux exploitants agricoles annoncés en avril en réponse à la pandémie (cf. [FA fin avr. 20](#)), avait été évoqué un plafonnement des paiements à l'exploitation (125.000 \$ par produit, 250.000 \$ par exploitation), repris des plans d'aides exceptionnels précédents.

Certaines organisations professionnelles agricoles, notamment de l'élevage, relayées par de nombreux parlementaires, se sont élevées contre un tel plafonnement. Mi-mai, l'USDA a annoncé un relèvement des seuils dans les textes à paraître.

COMMERCE INTERNATIONAL

L'entrée en vigueur de l'AEUMC définitivement arrêtée au 1^{er} juillet

Avec la finalisation en mai par les Etats-Unis des prérequis demandés aux trois pays, l'AEUMC entrera en vigueur au 1^{er} juillet, malgré les demandes de report à cause de la pandémie de COVID-19 exprimées par l'industrie (cf. [FA fin avr. 20](#)).

La filière laitière canadienne s'est particulièrement préoccupée. Avec une campagne laitière commençant au 1^{er} août, cela conduira dès août 2020 à appliquer la seconde année, et non la première, de montée en puissance des quotas d'importation concédés aux Etats-Unis, accroissant des demandes de compensation pour la filière.

Un accord de libre-échange entre Etats-Unis et Kenya est envisagé

L'USTR a lancé fin-avril une procédure de consultation sur la possibilité de conclure un accord de libre-échange avec le Kenya. Une audition publique avait été prévue sur le sujet fin avril, mais a été reportée *sine die* à cause de la pandémie.

Même si les échanges agroalimentaires entre les Etats-Unis et le Kenya sont actuellement assez faibles, les filières agricoles sont enthousiastes sur un tel accord, qui pourrait servir de modèle pour d'autres pays de la région et ainsi ouvrir plus largement le marché africain aux produits agroalimentaires américains.

SÉCURITÉ SANITAIRE ET PHYTOSANITAIRE

Recommandations sur la supervision des produits carnés issus de cultures de cellules

En mars 2019, la FDA et l'USDA avaient conclu un accord sur leur partage en termes de compétences sur la réglementation des produits carnés issus de cultures de cellules (cf. [FA mars 19](#)).

Dans un [rapport](#) publié début mai, le GAO souligne les défis posés par cette coordination et émet des recommandations pour éviter doublons et perte de cohérence. Il suggère par exemple d'explicitier que les produits de la pêche (autre que siluriformes) ne relèvent que de la seule FDA, et note qu'en l'absence d'informations sur les produits commerciaux, il n'est pas possible de finaliser les exigences en matière de sécurité sanitaire et d'étiquetage.

Réalisation pendant la pandémie de COVID-19 des inspections de la FDA

En raison de la pandémie, la FDA a [indiqué](#) suspendre les inspections de routine dans les sites de production aux Etats-Unis et à l'étranger, tout en mettant en œuvre des approches et outils alternatifs tels que les [contrôles à distance](#) menés chez les importateurs américains.

Les inspections critiques sont identifiées au cas par cas et sont conduites avec des mesures de sécurité appropriées. La FDA collabore avec les CDC (*Centers for Disease Control and Prevention*) pour établir un protocole relatif à la reprise des inspections de routine, avec une approche progressive et fondée sur des données scientifiques.

ALIMENTATION ET NUTRITION

COVID-19 : l'USDA lance un appel d'offres pour les 3 Mds\$ d'aide alimentaire

L'USDA avait annoncé mi-avril, dans le cadre des plans de réponse à la pandémie, 3 Mds\$ d'achats de produits agricoles (cf. [FA fin avr. 20](#)), prenant la forme de colis de produits de base délivrés aux associations caritatives pour qu'elles les distribuent aux plus démunis.

Il a lancé, mi-mai, [un appel d'offres](#) pour retenir les entreprises participantes : elles devront fournir des colis comportant des fruits et légumes frais, des produits laitiers, de la viande de volaille ou porcine, ces entreprises devant, pour postuler, se mettre en contact avec une banque alimentaire ou autre organisation caritative figurant sur une liste fournie par l'USDA.

Souplesse sur la distribution de repas à l'école pour les plus démunis dans 24 Etats

Au vu de la fermeture des établissements scolaires suite à la pandémie de COVID-19, la plupart des programmes de distribution de repas à l'école pour les plus démunis ont cessé.

Pour pallier cet effet, et en application du premier plan de soutien adopté mi-mars par le Congrès, l'USDA peut autoriser un Etat fédéré à majorer l'enveloppe SNAP d'un foyer du montant de l'aide dont l'enfant, éligible au programme de distribution, aurait dû bénéficier (généralement, 28 \$ par semaine). D'autres souplesses, notamment la capacité pour les parents d'aller chercher des repas à emporter à un point de distribution, sont également possibles. Mi-mai, l'USDA avait autorisé 24 Etats à user de ces souplesses.

EN BREF

Les négociations ont formellement commencé sur un accord de libre-échange entre les Etats-Unis et le Royaume Uni, les deux parties indiquant leur souhait d'une conclusion rapide de l'accord. Des travaux préparatoires sont en cours depuis quasiment deux ans (cf. [FA oct. 18](#)).

Accord, au titre du contrôle des concentrations, de l'achat de Dean Foods par une coopérative laitière, Dairy Farmers of America, cette dernière devant toutefois vendre trois unités de production, deux dans le Midwest et une dans le Massachusetts, pour éviter des positions dominantes locales.

Rejet d'un recours contre une loi californienne sur le bien-être animal (troues gestantes, veaux, poules pondeuses), approuvée par référendum en 2018 cf. [FA nov. 2018](#)). La [plainte](#) avait été déposée en décembre dernier par plusieurs organisations professionnelles agricoles.

Le frelon géant a été repéré aux Etats-Unis pour la première fois en décembre dans l'état de Washington. Originaire de l'Asie de l'est, l'insecte peut rapidement décimer la population locale des abeilles.

L'USDA a annoncé que les dépenses d'urgence du programme SNAP, votées par le Congrès en mars, ont atteint 2 Mds\$ par mois, soit une augmentation globale des dépenses du SNAP de 40 % par rapport aux dépenses des mois précédents.

Vingt-deux Etats bénéficiaient, mi-mai, de l'autorisation d'achats en ligne des produits alimentaires par les bénéficiaires du SNAP. L'USDA continue l'octroi de ces dérogations aux Etats fédérés (cf. [FA fin avr. 20](#)), le Colorado étant le dernier en date à avoir été habilité.

**Copyright**

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique Régional des États-Unis.

Clause de non-responsabilité

Le Service Économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication. Ce document a été élaboré sous la responsabilité de la direction générale du Trésor et ne reflète pas nécessairement la position du ministère de l'Économie et des Finances ni celle du ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation.

Editeur :

Service Économique Régional des États-Unis
Ambassade de France aux États-Unis
4101 Reservoir Road, Washington, DC 20007
www.frenchtreasuryintheus.org

Directeur de la publication : Sylvain Maestracci

Revu par : Sylvain Maestracci et Agnès Poirier